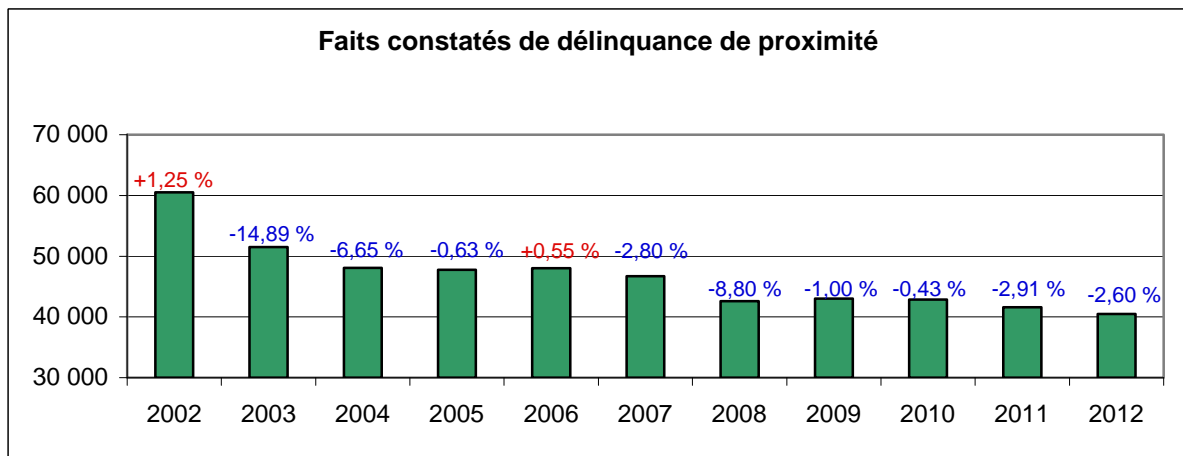
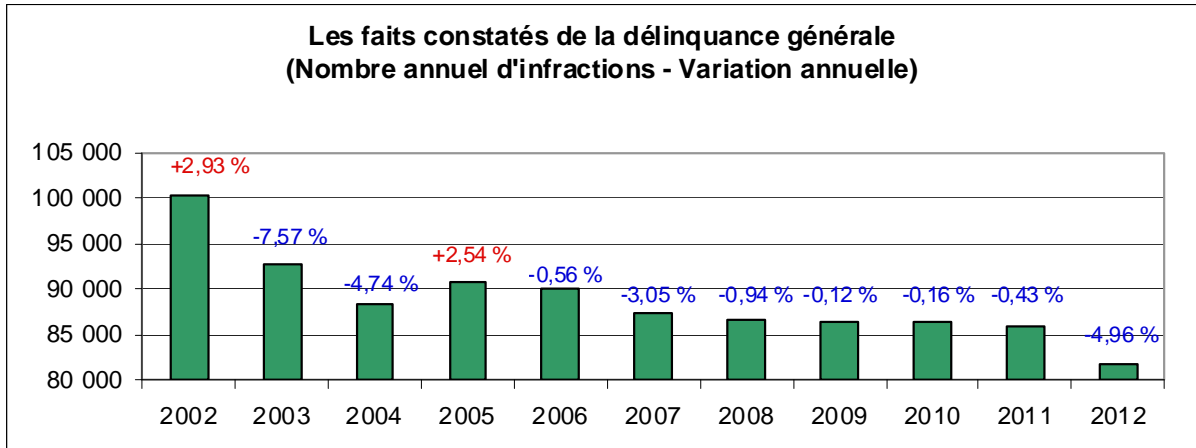


GARANTIR LA SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

I – Lutter contre la délinquance

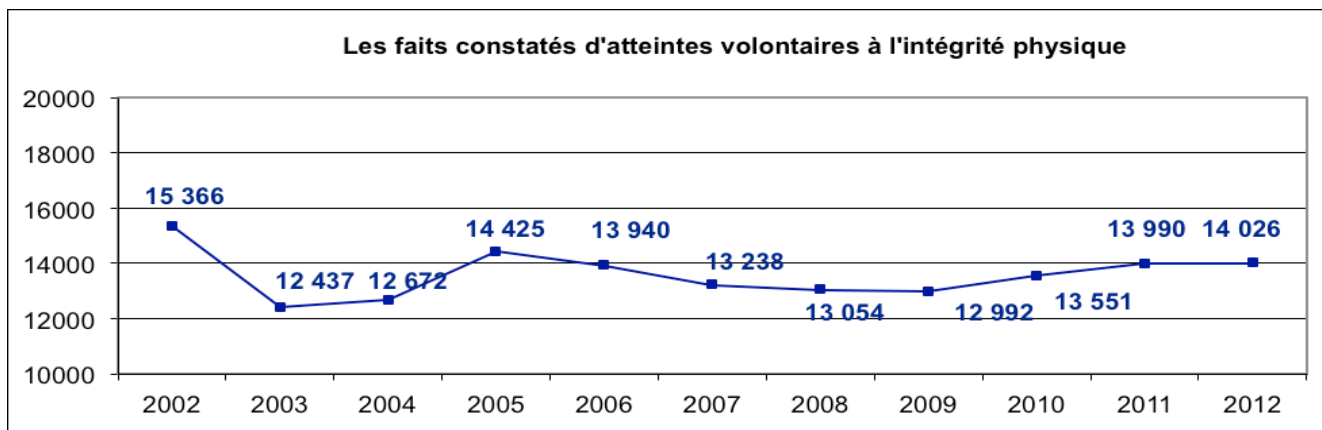
1) La délinquance générale en baisse pour la 7^{ème} année consécutive



La délinquance générale dans le Val-d'Oise a diminué de 4,96 % en 2012 : 81 731 faits ont été constatés au lieu de 85 995 l'année précédente.

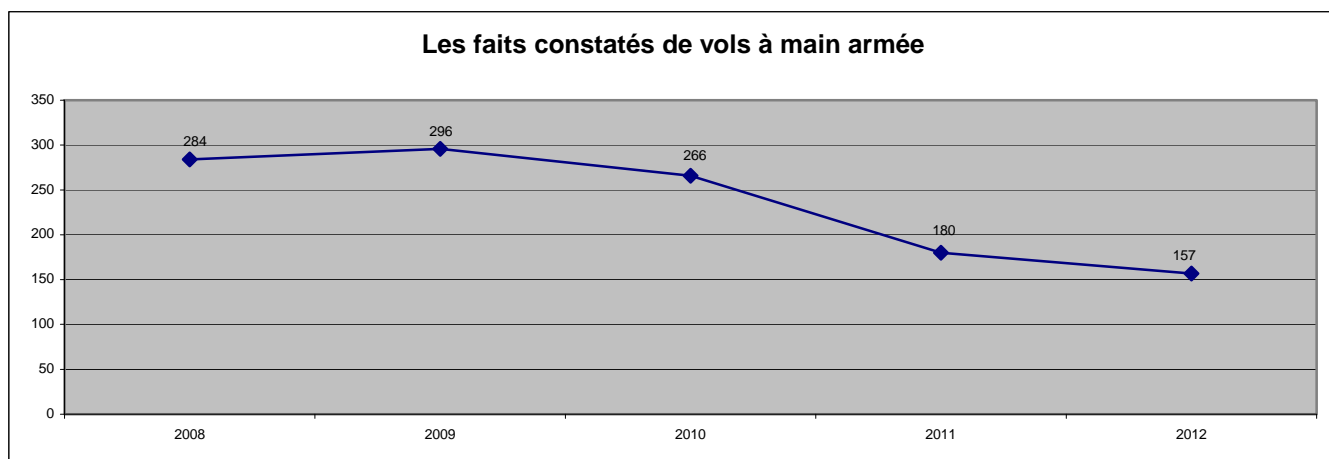
La délinquance de proximité a diminué de 2,6 % avec 40 506 faits enregistrés soit 1 080 faits de moins qu'en 2011.

2) Cette baisse de la délinquance est toutefois inégale



Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique sont stables : + 5,50 % pour les violences crapuleuses (dont les vols de portables) et - 5,85 % pour les violences physiques non crapuleuses. Le taux d'élucidation reste stable : une affaire sur deux est élucidée.

3) Les vols à main armée



Les vols à main armée ont baissé de 12,78 % en 2012, diminuant de 180 à 157 faits.

4) La vidéo-protection continue son développement

Depuis la loi du 24 janvier 2006 relative à la vidéosurveillance, l'installation de systèmes de vidéosurveillance sur la voie publique est en progression dans le département.

En 2012, le préfet du Val-d'Oise a délivré 273 autorisations d'exploitation d'un système de vidéo-protection, contre 249 en 2011.

Au total, 18 447 caméras sont implantées dans le département, soit 2 583 caméras de plus qu'en 2011.



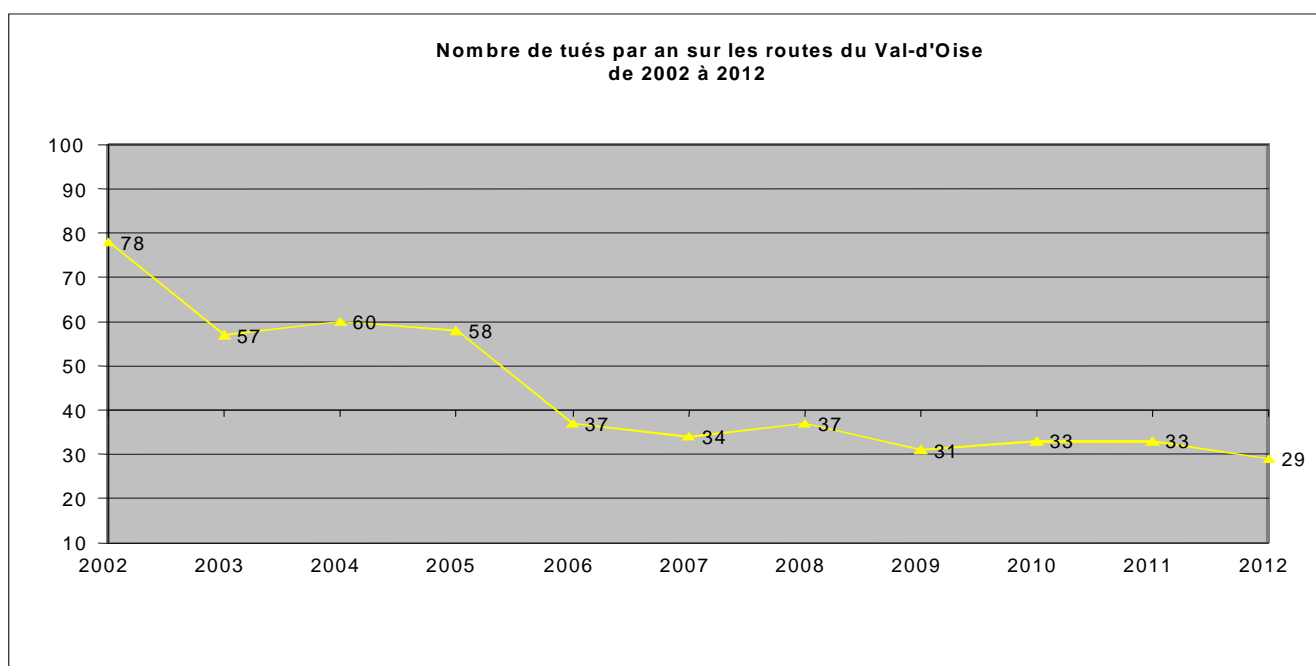
Aujourd'hui, 73 communes sont dotées d'un système de vidéo-protection installé sur la voie publique, totalisant 1 845 caméras.

La vidéo-protection est également utilisée dans les transports collectifs. La majorité des véhicules de transports de voyageurs dispose d'un système de vidéo-protection embarqué et 58 gares du département disposent d'un équipement de vidéo-protection.

II – Garantir la sécurité routière

1) Accidentologie

En 2012, 29 personnes sont décédées sur les routes du Val-d'Oise, le chiffre le plus bas enregistré pour le département au cours des dix dernières années.



Près de la moitié des tués sont des conducteurs de deux roues motorisés, soit 49 % des victimes (14 morts). Cette catégorie d'usagers est en forte augmentation par comparaison avec l'année 2011 où elle représentait 27 % des victimes de la route.

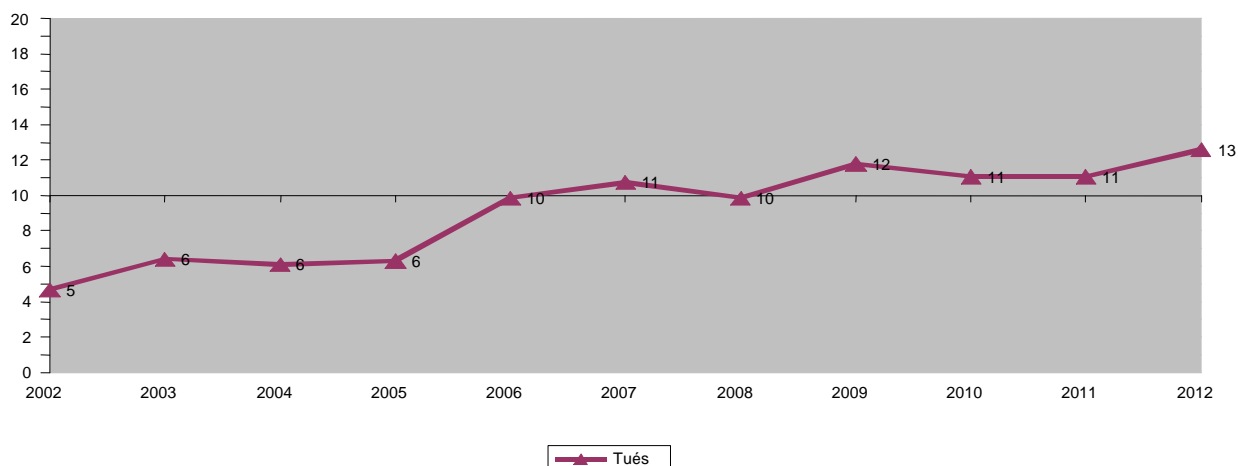
Le nombre de piétons tués est en baisse, en 2012, avec 4 victimes contre 7 en 2011.

La tranche d'âge des 18-34 ans est la plus touchée : 14 morts, soit 48 % des victimes.

Un accident mortel sur 3 est lié à une consommation d'alcool, de stupéfiant ou les deux.

1 229 accidents ont été constatés, au lieu de 1 330 en 2011, occasionnant 1 480 blessés contre 1 547 en 2011.

En Val-d'Oise, il y a un tué sur les routes tous les 5 jours en 2002, et tous les 13 jours en 2012



2) Radars

En 2012, 1 radar de contrôle de vitesse, couplé à un radar pédagogique, a été mis en service dans le département, à Saint-Witz.

Le département comptabilise 30 radars feux rouges, 20 radars fixes, 2 radars discriminants (Gonesse et Attainville), 26 radars pédagogiques et 7 radars vitesse embarqués.

57 270 infractions ont été constatées pour le franchissement d'un feu rouge, et 188 480 infractions ont été relevées par les radars fixes du département pour un excès de vitesse.



3) Alcoolémie et stupéfiants

Sur 83 928 dépistages alcoolémie réalisés dans l'année, 3 054 se sont révélés positifs. Sur 1 818 dépistages stupéfiants, 611 se sont révélés positifs.

4) La prévention des accidents de la route auprès des usagers vulnérables

✓ Les jeunes

Au cours de l'année scolaire 2011-2012, 3 297 jeunes ont été informés dans 41 établissements scolaires par l'association « Cahier de route », qui associe les sociétés de

transports en commun du Val-d'Oise, la prévention MAIF et les acteurs institutionnels, dont les services académiques, et la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise.

Les écoles ont délivré environ 2 700 « permis piétons » et 1 470 « permis vélo ».

✓ *Les deux roues motorisées*

Les actions spécifiques en faveur de la sécurité des usagers de deux roues motorisées (2RM) dans le cadre du plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR)

- salon de l'ESSEC (étudiants) ;
- 2 actions au profit des personnels d'ERDF ;
- 6 actions au profit des personnels de « la Poste » sur différents sites de distribution (Cergy, Goussainville, Fosses, Roissy, Gonesse, Louvres) ;
- journée « portes ouvertes BMW » avec mise en place d'un stand « sécurité routière » ;
- 5 actions au profit de la chaîne d'amitié pour la sécurité et l'information des motards (CASIM) ;
- 1 action prévention au profit de la Mairie de Bouffemont (Thèmes alcool/stupéfiants) ;
- 3 randonnées deux roues avec des ateliers de maniabilité où 150 motards ont été sensibilisés (avril/mai/juin) ;
- 1 action de sensibilisation auprès des cars Lacroix ;
- formation et remise de brevet de sécurité routière au profit de 40 collégiens sur 3 collèges du Val-d'Oise.



La semaine du 2RM du 22 au 26 octobre 2012

- sensibilisation aux règles de la sécurité routière des élèves du GARAC (école nationale des professions de l'automobile), environ 80 élèves ;
- présentation du book « attention fragile » et présentation des équipements de protection individuels (EPI) aux auto écoles ;
- « crashtest » pédagogique à destination de 1 000 lycéens à Cergy ;
- remise de 15 brevets de sécurité routière dans un collège de Garges-les-Gonesse.

III – Organiser la gestion et la communication de crise

Le service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) assure la coordination de l'action des organismes publics de l'État et les collectivités territoriales en matière de défense non militaire. **Pour cela il élabore la planification d'urgence et organise ou participe aux exercices mettant en œuvre ses plans.**

1) Planification

↳ Plans Particuliers d'Intervention

Le département du Val-d'Oise comprend 4 sociétés classées « SEVESO » seuil haut. Ces entreprises nécessitent un plan particulier d'intervention (PPI) dont la révision intervient tous les 3 ans et font l'objet d'exercices. Le PPI relatif à la société de Cartoucherie NCS à Survilliers est en cours de ré-examen en 2012.

↳ Dispositif ORSEC (organisation de la réponse de sécurité civile) :

Dans le cadre de la refonte des dispositifs de secours (ORSEC), la ré-actualisation du plan électro secours s'est poursuivie ; le plan départemental a été commencé en novembre.

↳ Domaine sanitaire

Le plan urgence hivernale a été activé pour la saison 2012-2013. En lien avec la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), des centres d'hébergement d'urgence ont été ouverts, et la Croix-Rouge a été sollicitée.

L'élaboration du plan de schéma de distribution des comprimés d'iode est en cours par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé (DT ARS).

↳ Les plans de protection

Une vingtaine de plans relatifs à la protection de points « sensibles » sur le département sont en cours d'élaboration.

↳ Plans Communaux de Sauvegarde

Dans le Val-d'Oise, 121 communes sont soumises à l'obligation d'élaborer un plan communal de sauvegarde. Le SIDPC suit la réalisation de ces plans qui complètent le dispositif ORSEC et accompagne les communes dans cet exercice de planification (60 % des plans sont réalisés).

2) Préparation à la gestion de crise

↳ Exercices réalisés en 2012

Le SIDPC a organisé une session de formation de volontaires pour la cellule d'information au public (CIP) en cas de crise qui a été suivie d'un exercice le 28 octobre 2011.

Plusieurs exercices de sécurité civile ont été organisés en 2012 :

- En février, incendie sur la plateforme B de la société STORENGY,
- En mars, accident de la circulation sur l'autoroute A1 sous le tunnel de Roissy,
- En juin, recherche de personnes en milieu souterrain,
- En octobre, exercice cadre d'accident de transports de matières dangereuses (TMD).

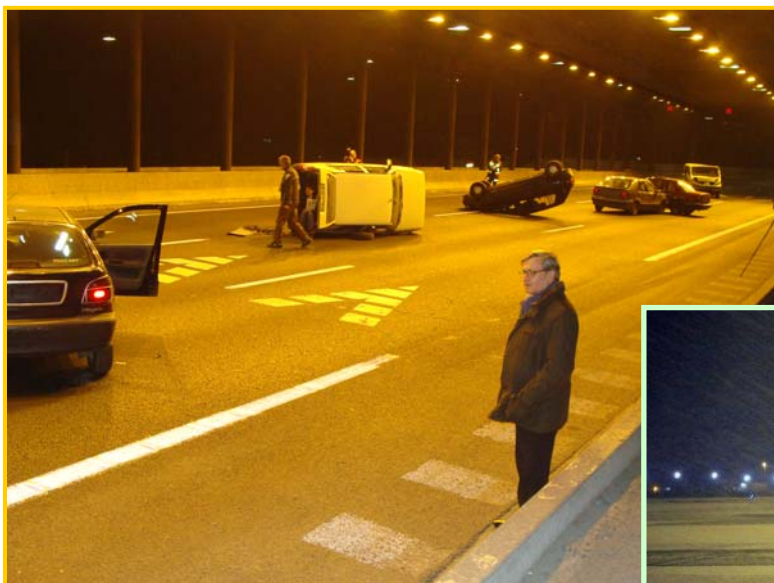
Le SIDPC a participé :

- En octobre, exercice avec ERDF de coupure électrique lié à une inondation,
- En novembre, exercice zonal neige et verglas,
- En décembre, exercice zonal d'évacuation massive de population (EVAGGLO).

↳ **Activité opérationnelle**

Le plan zonal neige et verglas en Ile-de-France a été activé par la zone de défense, du 15 novembre 2011 au 30 mars 2013.

Le centre opérationnel départemental (COD) a été activé réellement une fois en préfecture mais le SIDPC a été en « COD à distance » 4 jours en 2012 pour les épisodes neigeux. En outre, il a été sollicité sur deux incendies importants (à Bruyere et Seraincourt), 4 mouvements de terrain (d'une marnière à Asnière-sur-Oise et de la falaise à la Frette) et 2 effondrements de route à Cormeilles et Argenteuil .



**Exercice « A1 – Roissy »
Mars 2012**



3) La prévention des risques naturels et « incendie »

↳ **Les risques naturels**

Le SIDPC a participé au travail relatif à la gestion des déchets en cas de crue majeure de la Seine conduit par la zone de défense.

Il a instruit l'ensemble des dossiers de demande de catastrophe naturelle du département.

↳ **Les risques sur les infrastructures**

La révision du dossier de sécurité du tunnel de Roissy a été engagée fin 2011 et s'est conclue par l'approbation du dossier de sécurité et un exercice de sécurité civile en mars 2012.

↳ **L'activité de prévention des sous-commissions**

En 2012, le SIDPC a présidé 26 sous-commissions ERP-IGH-Accessibilité en salle. Il a présidé environ 250 sous-commissions en visite périodique ou de réception pour les établissements recevant du public (ERP) de 1ère à 4ème catégorie.

Le SIDPC a également présidé 5 sous-commissions de sécurité et de sûreté publique et 2 sous-commissions d'homologation d'enceinte sportive.

IV – Perpétuer le devoir de mémoire

L'office national des anciens combattants (ONAC) est devenu fin 2009, le « guichet unique » départemental de proximité des anciens combattants, victimes de guerre et autres ressortissants de l'office.

1) **En matière de reconnaissance et de réparation**, le nombre de cartes du combattant et titres de reconnaissance de la Nation délivrés en 2012 s'élève à 212. Le nombre de retraites du combattant est de 75. 23 cartes de ressortissants (45 en 2011) et 6 cartes de stationnement pour personnes handicapées ont été délivrées en 2012 (15 en 2011), en baisse de 50 % par rapport à l'année précédente.

2) **En matière de solidarité**, 20 conjoints survivants des ressortissants de l'ONAC en difficulté (anciens combattants, victimes de guerre ou du terrorisme, harkis, veuves de guerre ou d'anciens combattants, pupilles de la Nation), ont bénéficié de l'aide différentielle en 2012. Une allocation différentielle en faveur des conjoints survivants garantissant un minimum de ressources de 834 à 900€/mois au 1^{er} avril 2012.

3) **L'activité « Mémoire »** est restée centrée sur la participation à la préparation du concours national de la résistance et de la déportation pour les lycées et collèges, et du concours des petits artistes de la mémoire (la Grande Guerre vue par les enfants) pour les primaires.



Commémoration du
8 mai 2012

